

Non aux fermetures des bibliothèques des quartiers populaires et au travail du dimanche dans les collectivités territoriales



Depuis bientôt un an, nos collègues bibliothécaires et les habitants de Grenoble se mobilisent pour contrer un plan d'austérité dirigé entre autres services contre le réseau des bibliothèques. Leur mobilisation a permis de sauver une des trois bibliothèques menacées. Mais huit postes ont été supprimés, et deux bibliothèques vidées de leurs collections. C'est donc avec stupéfaction que nous découvrons que l'ABF (Association des Bibliothécaires de France) invite, à l'occasion de son congrès, Eric Piolle, maire de Grenoble et responsable de ces fermetures, afin qu'il réponde à la question : « fermer une bibliothèque est-ce une source d'inégalité ? ». Sans attendre sa réponse, nous affirmons que

oui. Ces fermetures procèdent d'une logique purement comptable, qui dégrade nos conditions de travail et la qualité du service rendu. Face à l'absence d'une politique culturelle ambitieuse, la marchandisation du bien commun gagne du terrain et condamne les bibliothèques à devenir des supermarchés culturels.

La lecture publique pour toutes et tous en voie de disparition. À Grenoble, la fermeture des bibliothèques dans des quartiers populaires a déjà des conséquences lourdement dommageables. L'acte de lire ne se décrète pas, susciter le désir de lecture est un travail de longue haleine. Priver les populations des quartiers populaires d'équipements de proximité, c'est renforcer l'éloignement du livre et de la culture, c'est amplifier la relégation d'une partie de la population. Et les bibliothèques de Grenoble ont beau être labellisées Bibliothèques numériques de référence, le numérique ne remplacera jamais ces lieux de vie que sont les bibliothèques de quartier.

Ainsi, alors qu'aujourd'hui les bibliothécaires parviennent à toucher un public plus large que la plupart des institutions culturelles, on assiste à un véritable démantèlement de la lecture publique. Au-delà de Grenoble, on ne compte plus les bibliothèques menacées de fermeture, les équipes largement précarisées, qui ne cessent de diminuer, les budgets amputés parfois de moitié. L'ouverture des bibliothèques le dimanche, à laquelle nous nous opposons, ne remplacera jamais les bibliothèques de quartier et l'articulation fine et régulière des différents lieux de lecture.

Non au travail du dimanche et aux bibliothèques supermarché ! Le repos du dimanche n'est pas négociable. Seul jour de repos commun, fruit des luttes sociales, il doit permettre à chacun et chacune de disposer de son temps comme bon lui semble. Le travail du dimanche doit être réglementé, largement compensé et surtout rester exceptionnel. Car, nous n'en doutons pas, les bibliothèques territoriales, comme les commerces, ne sont qu'une étape supplémentaire vers la généralisation du travail le dimanche. Ce qui réduit à néant tous les arguments sur le « volontariat » ou la « meilleure rémunération du travail dominical » : quand la plupart des salarié-e-s travailleront le dimanche ces compensations seront hors de propos.

Nous refusons aussi la rationalisation et la centralisation du travail en médiathèque, qui, hiérarchisent et parcellisent le travail. Enfin, nous souhaitons avoir un rapport au public autre que celle d'une masse qu'il faut gérer.

Pour une autre politique de la lecture publique. Si l'accès pour toutes et tous à la lecture est véritablement l'enjeu des débats, d'autres voies sont à soutenir : la multiplication des lieux de proximité, la gratuité d'accès, les services à domicile, les actions hors les murs, le temps pour construire des partenariats durables et constructifs, pour maîtriser et apprécier les contenus et les outils que nous proposons, pour connaître les différents publics auxquels nous nous adressons. Du temps aussi pour la formation à un métier, qui certes évolue, mais avec quels moyens et dans quelle condition ?...

Plutôt que d'ouvrir plus, ouvrons mieux ! Nous défendons une augmentation du nombre d'agents et de lieux de lecture pour mener à bien les activités que nous jugeons essentielles : les animations, les ateliers, la programmation culturelle, les temps de préparation, les commandes, les déplacements, la lecture, la mise en valeur des fonds... Si nous appelons à l'élaboration d'une loi sur les bibliothèques, afin que leur existence s'imposent aux collectivités territoriales ou à l'état, nous voulons que cette loi soit une véritable reconnaissance de leur action dans l'éducation culturelle et populaire, le soutien aux artistes et à la pratique artistique, et non une entrave à la constitution et à la mise à disposition de fonds ou une casse des droits des salariés.

Afin de soutenir nos collègues Grenoblois

Rassemblement jeudi 15 juin à 15h

Devant l'entrée du congrès de l'ABF,

Parc des expositions Hall 5.1

(M° Porte de Versailles)

A l'appel de personnels de différentes bibliothèques territoriales, du collectif des bibliothécaires de Grenoble en lutte, de la CNT SSCT 38, de la CGT Fédération des services publics, de SUD CT, de SUD Culture Solidaires, de SUD Culture BnF, de SUD CT 75 Culture et de la CGT des bibliothèques parisiennes

Un préavis de grève a été déposé au niveau national pour la fonction publique territoriale

